

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2010)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Un cadre stratégique renouvelé favorable à une nouvelle dynamique de réflexion  
**Autor:** Dupuy, Emmanuel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-514391>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 17.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Le *Rafale*, ici équipé de la nacelle ATLIS II, a pris la relève du *Mirage 2000D* en Afghanistan.

*International*

## Un cadre stratégique renouvelé favorable à une nouvelle dynamique de réflexion

**Emmanuel Dupuy**

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

Le *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale*, présenté par le Président de la République le 17 juin 2008, a été conçu pour offrir des repères à la réflexion stratégique durant les quinze prochaines années. Ce document de référence qui a vocation à être tenu à jour régulièrement constitue en quelque sorte la « feuille de route » de la réforme capacitaire et budgétaire des forces armées actuellement en cours de développement.

Il consacre une particulière importance aux moyens que la France doit acquérir, le plus tôt possible, pour disposer des renseignements nécessaires à la compréhension des jeux d'acteurs, des menaces et au développement de la connaissance et des capacités d'anticipation qui constitue dorénavant « notre première ligne de défense ».

Si « la bataille du XXI<sup>ème</sup> siècle » doit se jouer sur le terrain de la connaissance et de l'information des hommes et des sociétés, « domaine d'excellence de nos capacités scientifiques, technologiques et industrielles », l'effort demandé devra porter sur le renseignement, la connaissance des zones d'opérations, l'action diplomatique, la démarche prospective et la maîtrise de l'information.

La France, dans la phase de recomposition des gouvernances économiques, financières et diplomatiques née de l'immédiate sortie de crise, devra faire face à de multiples risques : ceux nés d'une mondialisation non maîtrisée, aux crises économiques et financières brutales qui déstabilisent les organisations économiques, sociales et politiques ; ceux issus des déséquilibres nés de l'émergence soudaine et accélérée de nouveaux grands acteurs économiques et militaires ; ceux enfin qui accompagnent les mouvements démographiques qui accentuent les écarts de développement et de sous-développement.

Nicolas Sarkozy, comme les autres dirigeants français avant lui, et notamment le Général de Gaulle, a maintes

fois affirmé sa volonté d'une grande politique étrangère pour la France. Pourtant, nombreux sont ceux qui, à l'étranger, considéraient comme inéluctable la sortie de la France du jeu international.

C'est que, en se repliant parfois un peu trop hâtivement sur elle-même et en se faisant le héraut d'un discours parfois volontairement centré sur les acquis de sa riche histoire, en premier lieu desquels la francophonie et l'exception culturelle, la France a pu donner l'impression qu'elle renonçait à exercer son *leadership*.

L'affirmation de notre puissance et de notre influence demeure cependant le repère de notre horizon stratégique, même si la fenêtre d'action semble désormais de plus en plus étroite.

Des moyens humains de qualité et des capacités intellectuelles indéniables sont en général reconnus à la France ; les initiatives de la Présidence française de l'Union Européenne et l'implication permanente du Président de la République dans les grands dossiers internationaux sont évidentes.

Il n'est besoin que de citer :

- Le dossier de la gouvernance et de la moralisation de la vie économique et financière internationale (comme l'a démontré la réussite du Sommet du G-20 à Pittsburgh) ;
- La prise de conscience de la nécessaire solidarité internationale en matière de limitation d'émissions de CO<sup>2</sup> (comme s'est confirmé à Copenhague) ;
- La réforme attendue du Conseil de Sécurité des Nations unies ;
- Le projet « civilisationnel » d'Union pour la Méditerranée...

Bref, tout ceci a montré que la France pouvait aussi agir « au-delà du verbe ». Elle conserve pour cela de nombreux atouts :

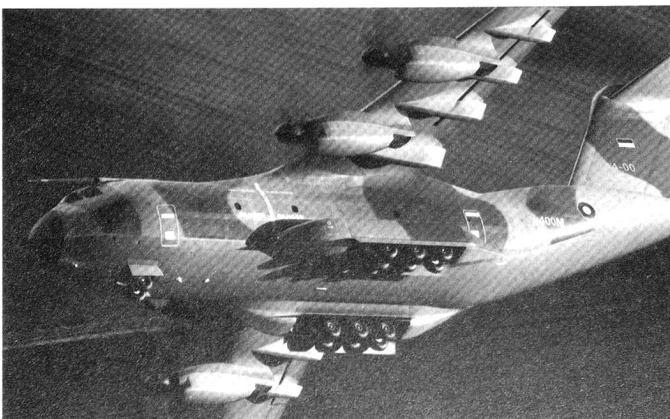
- Le dynamisme de sa population (dont le taux de fécondité est le plus fort en Europe) ;
- La puissance de son industrie (qui offre la gamme la plus complète des équipements de défense proposés à l'exportation) ;
- L'excellence de ses technologies (dont le transfert peut accompagner la conclusion des marchés d'équipements de ses industriels avec les pays partenaires) ;
- Les enseignements de sa longue histoire ;
- Sa situation géographique de « carrefour », son ouverture sur quatre mers et sa diversité culturelle ;
- La cohérence de sa politique de défense, à travers ses choix d'alliances stratégiques équilibrés et solidaires ;
- Son implication constante au sein du « multilatéralisme » onusien au service de la sécurité, de la stabilité et de la paix internationales.

Si elle ne redoute plus, en effet, l'invasion sur son territoire national, elle doit cependant se préparer à l'éventualité d'une menace majeure, à commencer par une possible agression terroriste de grande ampleur, sous des formes que l'on voudrait croire impossibles comme une attaque radiologique, chimique ou biologique.

Il convient aussi de rappeler, dans ce contexte, les choix stratégiques qui guident les conditions d'engagements de nos forces. Celles-ci, dans des contextes difficiles et sur des théâtres d'opérations de plus en plus éloignés, sont l'objet d'engagements asymétriques de plus en plus diversifiés.

Ces nouveaux paradigmes des relations internationales justifient ainsi amplement les chantiers engagés par le ministère de la Défense autour de la pensée stratégique. Il revenait tout naturellement à l'École militaire de rester le point focal de cette ambition...

En attendant l'A400M...



En réalité cette ambition n'est pas nouvelle et de nombreuses réflexions ont été menées depuis une cinquantaine d'années déjà, pour tenter de mieux structurer la recherche stratégique en France et, dans le même temps, encourager et coordonner les recherches et les enseignements de matière de défense au sein des universités françaises.

Avec le colonel Eugène Carrias, auteur d'ouvrages remarquables - portant sur *La pensée militaire allemande (1948)* et *La pensée militaire française (1960)* -, qui permettent de comparer les pensées militaires allemandes et françaises, en passant par les réflexions du général André Beaufre et bien évidemment depuis les travaux de Raymond Aron autour de la stratégie, la dissuasion et l'action, et de Jean Guittou sur la pensée et la guerre, la France a un solide héritage en la manière !

Plus récemment, plusieurs rapports ont fait état d'un besoin de renouveau, notamment via la mission confiée au général Rhenter au sein du SGMN portant sur les Études et enseignements de défense (MEED), le rapport de François Heisbourg portant sur la recherche en relations internationales et les affaires stratégiques et de défense (2000) et, enfin, celui de Pierre Conesa sur la restructuration de l'École militaire (2001).

Tous ne font que confirmer la nécessité de voir se consolider un pôle français d'études et de réflexion stratégiques suffisamment crédible et autonome, à la manière de ce qui avait fait les riches heures de la doctrine militaire française de l'immédiate période de l'après-guerre notamment autour de l'amiral Castex et des généraux Ailleret et Gallois.

### Il y a urgence !

Surtout si l'on considère que les mutations géopolitiques et les évolutions des relations internationales ont déjà engagé de longue date nos partenaires et alliés anglo-saxons et européens à s'investir tant qualitativement que quantitativement dans ce domaine. En témoigne l'émergence des *think-tanks* (RAND, Brookings Institute, INSS, King's College, Chatham House, et toutes les fondations allemandes) qui font autorité en la matière et influencent les politiques étrangères et de défense de nos partenaires au sein de l'espace euro-atlantique.

Il en va de même pour les nombreuses passerelles solidement jetées par nos voisins entre mondes de la défense, de la recherche et de l'université. Notons, parmi les nombreux exemples de partenariat réussis, les universités de la Bundeswehr en Allemagne, la UK Defence University de Shrivenham, le Centre supérieur des études de la défense nationale (CESEDEN) de Madrid ou encore le Centre des hautes études de défense (CASD) italien.

Dès lors, faut-il s'étonner que, quarante-cinq ans après sa publication en 1963, l'ouvrage du lieutenant-colonel David Galula, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, tiré de ses réflexions sur les méthodes de contre-

insurrection, semble avoir largement inspiré la stratégie américaine en Irak ? Passé par la RAND corporation et les bancs de l'Université d'Harvard, il demeure cependant peu connu en France...

Pourtant, le général américain David Petraeus à la tête du *Central Command*, en charge -depuis avril 2008 - de la guerre en Irak et en Afghanistan n'a pas hésité à préfacer l'ouvrage enfin édité en France.

Le récent rapport évoquant la nouvelle doctrine d'emploi des forces à mettre en œuvre sur le terrain pour défaire les talibans, proposé par le général Stanley McCrystal, commandant la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan s'en inspire tout autant largement. Bref, cette réalité ne fait que mettre en exergue le fait que bien souvent la France n'a pas suffisamment conscience de l'influence intellectuelle qu'elle incarne encore.

Cette redécouverte « tardive » de ceux que les Américains considèrent comme des penseurs militaires majeurs - à l'instar de Lyautey et Gallieni - semble s'inscrire dans un mouvement plus ample qui tend à faire renaître de ses cendres une doctrine militaire française trop peu présente jusqu'ici dans les enceintes et lieux de débats internationaux.

L'engagement effectif des experts français dans les grands rendez-vous mondiaux de la pensée stratégique, d'une part, et l'incitation à la création et à la pérennisation de tels rendez-vous et lieux de débats et d'influence en France - à l'instar des cénacles prisés par les acteurs de la communauté stratégiques, tels que Wilton Park en Grande-Bretagne, Shangri-la à Singapour ou la Wehrkunde allemande, d'autre part, sont devenus un enjeu à part entière qui conditionne la lisibilité et la pérennité de notre influence dans le monde.

L'Ecole militaire a tout naturellement vocation à nourrir la réflexion prospective française. Cette dernière bénéficie d'un site exceptionnel afin de consolider le rayonnement des travaux qui y sont menés, et asseoir sa crédibilité comme « campus de la défense ». Il s'agit d'assurer, par-là même, sa renommée internationale, de même que celle que le Collège de défense de l'OTAN a acquise sur le site de l'Ecole militaire et transporté à Rome au tournant des années 70.

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale a rappelé, à juste titre, l'importance de l'élaboration d'une pensée stratégique française suffisamment crédible pour être audible. C'est là un préalable nécessaire pour comprendre les grandes mutations géopolitiques et mieux pouvoir répondre aux nouveaux défis qu'elles posent à la sécurité nationale comme à la stabilité internationale.

### **Il s'agit donc bel et bien de retrouver le chemin de la pensée stratégique de défense...**

Pour ce faire, il convient en premier lieu, de faire revivre une nouvelle culture du débat stratégique qui a fait la réputation de l'Ecole Militaire, comme en témoigne la



Le combat d'infanterie nécessite aujourd'hui d'avantage de protection..

création du Collège des hautes études de défense nationale sous l'impulsion de l'Amiral Castex, il y a plus de 75 ans, devenu l'IHEDN ou encore la Revue de Défense nationale fondée il y a 70 ans à la veille de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale.

Les penseurs de la modernité, tous ceux qui ont été en avance avec leur temps, ont souvent été confrontés aux hésitations de leurs contemporains : du Général de Gaulle aux généraux de « l'apocalypse » qui ont inventé notre dissuasion : les Poirier, Gallois, Ailleret, Beaufre.

D'où l'importance de faire émerger en France des boîtes à idées, des « *think tanks* » indépendants, qui stimulent la réflexion, donnent la parole aux experts, permettent aux décideurs de faire des choix entre des options clairement définies.

...et de mobilité qu'il y a vingt ans.





Camera(wo)man embarquée sur un char *Leclerc*, au Liban.

Certaines lacunes de la recherche stratégique de défense en France restent encore hélas trop criantes. Elles sont à l'origine d'une perte d'influence significative dans le monde stratégique. Il y a non seulement des carences manifestes dans la phase d'élaboration mais aussi de multiples obstacles à son rayonnement et sa diffusion.

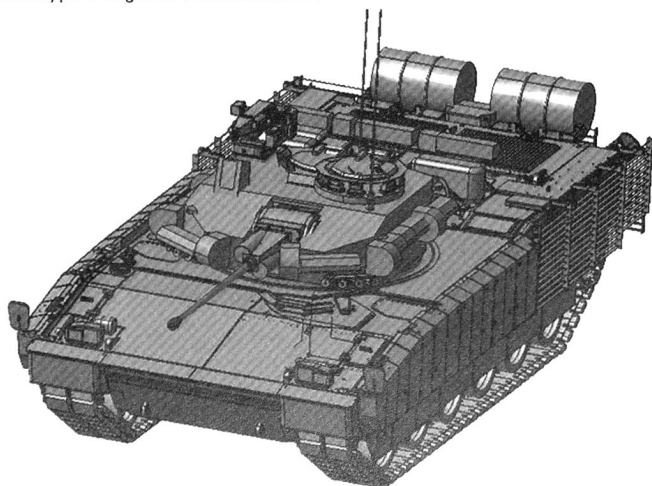
Il nous faut en combler ces lacunes en dressant d'abord, sans complaisance, une cartographie la plus complète possible des relations existantes et futures entre le monde de la recherche et celui de la défense, en France, à l'étranger, dans la sphère publique, dans le secteur privé.

Mais c'est aussi tout un faisceau d'actions convergentes qui a été déclenché par la réflexion sur les « instruments de la recherche et de la prospective » liée au *Livre blanc*.

La création projetée en janvier 2010, au sein du Ministère de la Défense, du nouvel Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) né de la fusion entre le Centre d'Etude et de Recherche de l'Ecole militaire (CEREM), le Centre de Documentation de l'Ecole Militaire (CDEM), la partie pertinente du Centre des Hautes Etudes de l'Armement (CHEAr), le Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense (C2SD) et le Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense (CEHD) en est l'illustration la plus récemment mise en lumière et ce au travers de la journée d'étude qu'elle a organisée, début octobre, portant sur les « nouveaux défis à la pensée stratégique ».

L'IRSEM aura ainsi vocation à approfondir les questions

Prototype d'engin de reconnaissance sur châssis *Leclerc*.



stratégiques au profit du ministère de la Défense, tout en développant et garantissant le lien entre recherche stratégique et enseignement supérieur de défense, sans bien évidemment les confondre.

C'est justement au niveau de l'enseignement militaire supérieur que des profonds changements sont déjà mis en oeuvre. Ce dernier a été doté d'une direction unique, qui regroupe dans un projet pédagogique homogène le Centre des Hautes Etudes Militaires (CHEM) et le Collège Interarmées de Défense (CID), afin de contribuer à la mise en cohérence des expertises, des outils de recherche et de documentation sur le site de l'école militaire.

En parallèle, le Centre de Documentation de l'Ecole Militaire (CDEM), qui a été inauguré début octobre par le Ministre de la Défense, Hervé Morin, offrira désormais, après trois années de travaux, un espace de 1800m<sup>2</sup> entièrement dédié à la consultation et l'étude de plus de 300'000 ouvrages, à destination des chercheurs civils comme des militaires.

Aux cotés des centres d'enseignement supérieurs militaires que sont le collège interarmées de Défense et le centre des hautes études militaires, l'institut de recherche stratégique et le centre de documentation constitueront ainsi un véritable « Pôle universitaire de défense », dédié à la formation et à la réflexion stratégique.

En même temps, il convient de mieux coordonner et animer la recherche stratégique de défense ainsi que de faire rayonner la pensée stratégique française « hors les murs » de l'Ecole militaire.

La création en cours du CCRP - Comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective - piloté par la DAS va venir coiffer l'action en matière de prospective menée au sein du ministère de la Défense depuis 2006.

Il en va de même, bien évidemment, au niveau supérieur, interministériel, avec la création effective d'un Conseil Supérieur de la formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS) qu'Alain Bauer a proposée, notamment dans ses deux rapports portant sur la fusion des instituts d'étude et de formation supérieure qu'il a remis au Président de la République et qui sera établi prochainement comme « tour de contrôle » au plus haut niveau de l'Etat.

C'est ainsi que le Premier Ministre est venu affirmer, devant les auditeurs des sessions nationales des instituts supérieurs de formation (IHEDN, CHEAr, INHESJ), réunis pour la première fois en Amphithéâtre Foch, la détermination de tous les échelons de l'Etat à porter ce vaste chantier.

Par ailleurs, il convient de rappeler l'importance et la légitimité de la Fondation Saint-Cyr dont la vocation est de financer des travaux (masters, thèses) de militaires et de relancer la dimension de la réflexion académique et des colloques tant à Saint-Cyr (et désormais par extension aux autres écoles d'officiers) qu'à l'école militaire.

Enfin, on ne peut passer sous silence la mise en commun des études de défense (à l'instar du Collège Européen de Sécurité et de Défense - CESD - créé pour la mise en réseau des instituts d'études de sécurité, collèges et académies

et composé de représentants de haut niveau) ; auquel il convient encore d'ajouter le projet d'un ERASMUS-défense (à l'instar des travaux menés depuis trois ans entre l'ESM de Saint-Cyr Coëtquidan et l'Ecole Royale Militaire de Bruxelles).

Les outils étant désormais sur la table, prêts à l'emploi, restent à les compléter avec d'autres projets qui participent des ambitions géopolitiques françaises clairement identifiés.

L'on ne saurait ainsi oublier non plus de mentionner un autre dossier d'une importance stratégique, au moment où la structuration de la réflexion stratégique dans le bassin méditerranéen est devenue une urgente priorité française, européenne et bien évidemment régionale.

Il s'agit du Centre Euro-Maghrébin de Recherche et d'Etudes Stratégiques (CEMRES) qui devrait regrouper prochainement des équipes de chercheurs académiques multidisciplinaires issus des dix pays riverains du bassin occidental.

Ce dernier, serait, entre autre, chargé de conduire des travaux de prospective stratégique au profit des ministres de la Défense des 10 pays de la Méditerranée occidentale, réunis au sein de la communauté « 5+5 Défense », qui a fait la preuve de son efficacité.

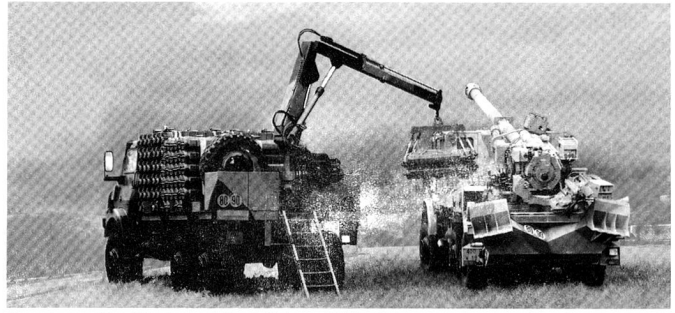
Les démarches engagées à l'Ecole militaire peuvent ainsi utilement aussi s'appuyer sur ce type d'outils mettant en exergue les vertus d'une pratique quotidienne de l'ouverture aux autres, en permettant de relativiser les différences de perception et de jugement renforçant *in fine* ce sentiment d'engagement commun pour des valeurs partagées.

Ajoutons encore à ce vaste effort de redéfinition de nos instruments de réflexion et d'action, le rapport de Nicolas Tenzer sur les moyens à mettre en œuvre pour que l'expertise française soit réellement au cœur de la diplomatie et de la coopération et puisse faire émerger une stratégie française de puissance et d'influence.

Ce dernier rappelle fort justement que l'importance du partenariat public-privé et la souplesse à adopter en matière de réflexion sur les questions de sécurité sont deux clés, insuffisamment endossées.

Pour le maréchal Foch, chef militaire et académicien accompli, doctrine et discipline intellectuelle ne faisaient qu'un. Celui qui commanda l'École de guerre entre 1907 et 1911 ne concevait la stratégie qu'au travers de la double dynamique de l'étude et de l'action.

Ainsi, pour acquérir cette « éthique du commandement » recherchée par tous les cadres, notamment ceux qui conduisent la guerre sur le terrain ou qui doivent prendre des décisions en situation d'urgence, il faudrait avoir accompli, selon lui, ses « humanités » militaires comme préalable, c'est-à-dire avoir étudié et résolu des cas d'école avant de pouvoir les mettre en pratique concrètement.



Système d'artillerie mobile 155 mm / 52 César et son camion de soutien.

Dans ce contexte qui a vu se tenir à l'Ecole militaire, la première « Semaine de la pensée stratégique » du 5 au 9 octobre, la question du rayonnement de la pensée stratégique française et de la part qu'y prennent les revues de défense revêt une importance déterminante. Il revenait bien évidemment à l'un des plus anciennes d'entre elles - la revue *Défense nationale et Sécurité collective* - de prendre l'initiative d'une telle réflexion.

Mieux que d'autres, les rédactions en chef des revues qui animent le débat stratégique français savent combien la situation est critique et les défis importants et nombreux :

- Défis culturels du sens, la sécurité qui vient aujourd'hui en relais d'une défense qui s'estompe dans notre pays du fait de l'absence d'ennemi aux frontières ;
- Défi du national et du multinational, défi de la prévention et de la coercition ;
- Défis académiques de la non reconnaissance universitaire des questions stratégiques par nature transdisciplinaires, de l'absence de filières d'excellence qui crée une véritable demande sociale débouchant sur des emplois pérennes pour les chercheurs stratégiques ;
- Défis techniques, aussi et enfin, avec la délicate question des langues de diffusion comment porter nos travaux à la connaissance des publics anglophones, hispanophones, arabophones et sinophones ? Mais aussi comment faire la part entre diffusion numérique et diffusion papier ? Comment tirer avantage de la révolution numérique pour diffuser les idées françaises ?

Voilà l'enjeu actuel, ambitieux et exigeant, qui permettra d'organiser cette véritable « relève » académique, éditoriale et opérationnelle dont a besoin notre pays, dans un contexte d'incertitude où la défense et la promotion des intérêts nationaux et européens se conjugueront de plus en plus au pluriel.

C'est là une nécessité rendue plus prégnante par le caractère nettement plus diffus des menaces et des acteurs qui nous menacent. Sachons y répondre de manière collective et globale.

E.D.